



## Déclaration sur l'Union de l'épargne et des investissements / l'Union des marchés des capitaux

Adoptée à la réunion du Comité exécutif des 04 et 05 mars 2025

### Que peuvent attendre les syndicats de l'Union de l'épargne et des investissements (UMC) ?

Le débat autour de l'UMC découle de la réforme défectueuse de la gouvernance économique de 2024, qui a limité l'investissement public. La CES et M. Draghi ont souligné l'ampleur des investissements nécessaires, en précisant qu'une capacité d'investissement de l'UE financée par la dette commune de l'UE serait une solution bien plus efficace que la poursuite de l'Union de l'épargne et de l'investissement (UMC). Des investissements publics seront nécessaires pour atteindre les objectifs sociaux et environnementaux et une fiscalité plus équitable est requise.

La CES reconnaît que les avantages de l'UMC sont incertains pour l'économie réelle. L'Union des marchés des capitaux pourrait contribuer à résoudre des problèmes de financement spécifiques dans des secteurs particuliers de l'économie (par exemple dans les domaines des start-ups et de l'innovation). Toutefois, rien ne prouve que le financement constitue un obstacle important à l'investissement. Les principaux obstacles à l'investissement privé sont les pénuries de personnel, les coûts de l'énergie et l'incertitude économique. Si la CES reste sceptique quant à la capacité de l'UMC à générer les investissements privés nécessaires, elle reconnaît pleinement le rôle clé des investissements privés productifs à long terme dans la transformation industrielle et la création d'emplois de qualité. Des initiatives plus fortes sont nécessaires pour mobiliser les investissements privés.

Selon une [étude de](#) Finance Watch, même avec une UMC pleinement développée, les canaux de financement existants ne couvriraient qu'un tiers environ des besoins d'investissement de l'UE. De plus, l'objectif ultime de l'investissement devrait être de permettre aux travailleurs d'accéder à des biens et services européens de qualité et abordables, produits au sein de l'UE dans une économie durable générant des emplois de qualité et des salaires élevés.

En particulier, la CES est préoccupée par le fait que l'une des principales propositions pour la CMU est de relancer la titrisation comme moyen d'approfondir les marchés des capitaux et de réduire la dépendance à l'égard des banques. Premièrement, la titrisation est une pratique financière qui a contribué à la crise financière de 2008. Deuxièmement, il n'est pas certain que la titrisation "libère" les bilans des banques ou augmente la capacité du secteur bancaire à prêter aux entreprises. En 2023, 84 % des actifs titrisés dans l'UE seront détenus par des banques qui vendent des actifs titrisés à d'autres banques. Les risques pour la stabilité financière sont importants, tandis que les avantages pour l'économie réelle restent limités.



Le taux d'épargne s'élève à 12,7 % du revenu disponible dans l'UE et à 14,6 % dans la zone euro (contre 3,8 % aux États-Unis), ce qui indique une capacité d'investissement suffisante. Toutefois, l'épargne est inégalement répartie, la majorité des travailleurs n'étant pas en mesure d'épargner 12 % de leur revenu. Il est essentiel que les produits d'épargne soient investis dans des activités économiques et des projets d'infrastructure qui profitent à l'ensemble de la société. L'éternelle question est de savoir comment mobiliser l'épargne privée et par quels types de canaux et de produits d'épargne, en particulier à long terme, et de créer des produits d'épargne européens.

La CES fait le point sur le fait que l'achèvement de l'UMC dépend principalement de la réglementation non financière telle que la taxation du capital, le droit de l'insolvabilité et les pensions, qui ont une dimension hautement sociale. L'UMC ne doit pas faire pression sur les États membres pour qu'ils appliquent des taux d'épargne plus élevés en réduisant la sécurité sociale et les services d'intérêt général ou en intégrant des instruments du marché des capitaux dans ces systèmes.

La CES considère que d'autres instruments de mobilisation des capitaux privés devraient être explorés : le renforcement de la puissance de feu de la Banque européenne d'investissement en augmentant sa capacité financière et son rôle stratégique dans les transitions, ainsi que les investissements publics socialement conditionnés, les aides et les subventions aux entreprises.

La CES approfondira son analyse et plaidera en faveur d'une approche réaliste de *l'Union de l'épargne et de l'investissement / Union des marchés des capitaux*, en soulignant la nécessité de mettre en place des garde-fous solides pour garantir la stabilité et les avantages tangibles pour l'économie réelle et protéger les travailleurs des effets délétères des marchés financiers sur l'économie réelle.